

de paiement d'un État, etc.), les chocs géopolitiques ne sont prévisibles. Mais aujourd'hui, c'est la distribution des risques – sur laquelle se portent depuis longtemps les efforts des spécialistes de mathématiques financières⁴ – qui est devenue plus difficile à modéliser. Non sans raison, on peut avoir le sentiment d'un changement qualitatif dans la stabilité structurelle de l'ordre mondial.

Menace de l'État islamique

Les conflits meurtriers en Syrie, Irak et Libye affectent une zone traditionnellement instable, et leurs conséquences pour le marché du pétrole semblaient largement intégrées aux anticipations au début de l'année 2014. Pourtant, la progression de l'État islamique en Irak au Levant (EIL) et le chaos libyen – qui a conduit les États occidentaux à en évacuer leurs ressortissants – constituent aujourd'hui un saut notable en intensité de la menace de changement qui plane sur la région⁵. Cette menace a conduit les États-Unis à intervenir à nouveau militairement en Irak, renonçant à ce qui avait été le cœur du positionnement électoral de Barack Obama depuis 2008.

Surtout, l'incertitude politique, devenue extrême en Libye, semble mettre en péril la stabilité future de la production pétrolière, en même temps que l'ensemble des fragiles découpages et équilibres à la fois politiques, ethniques et religieux dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Le conflit israélo-palestinien, carburant de la radicalisation

La non-résolution du conflit israélo-palestinien ne faisait plus l'actualité. Il aura fallu l'intervention meurtrière de l'armée israélienne en juillet et, parallèlement, les attaques répétées du Hamas sur l'État hébreu pour rappeler que rien ne pourra être considéré comme acquis en matière de stabilité régionale aussi longtemps qu'une solution durable et légitime pour l'avenir de la Palestine n'a pas été établie.

Le blocus de Gaza, la poursuite de la colonisation, les frappes israéliennes qui déciment les rangs des civils montrent que le temps joue en faveur de la radicalisation des deux camps et d'une situation de moins en moins contrôlable par les puissances extérieures. Celles-ci se sont cette fois révélées incapables de prendre des décisions autres qu'un soutien, au mieux passif, à des dirigeants israéliens toujours plus enclins à des solutions brutales.

De plus, l'instabilité structurelle liée à la domination d'Israël sur les Palestiniens fournit un carburant à la contestation de l'ordre mondial et à un regain de conflictualité dans d'autres régions du monde. Le mouvement de soutien aux victimes des bombardements à Gaza s'est ainsi révélé particulièrement puissant, et cela au cœur même de l'été, et il a fait apparaître diverses contradictions politiques et intellectuelles. Il a réactivé des fractures structurantes, comme on l'a bien vu en France avec les interdictions de manifestations de solidarité avec les Palestiniens, et avec le soutien du gouvernement à l'intervention israélienne.

4. Sur les enjeux de la modélisation mathématique des marchés financiers, voir la synthèse de Christian Walter : *Le Modèle de marche au hasard en finance*, Economica, Paris, 2013.

5. <http://www.fioulreduc.com/blog/comment-la-crise-en-irak-destabilise-les-prix-du-petrole>

L'Afrique déstabilisée

La focalisation récente sur le Proche-Orient a rejeté dans l'ombre la persistance de conflits très meurtriers et peu contrôlables dans plusieurs pays d'Afrique : République centrafricaine, Mali, République démocratique du Congo, Soudan...

L'intervention française au Mali et en République centrafricaine relève d'une logique proche de celle qui caractérise l'actuelle intervention américaine en Irak : après avoir activement participé à la déstabilisation de la région par son action en Libye, la France agit à la demande d'un État fragilisé pour éviter un bouleversement politique encore plus grand, qui résulte de la montée des islamistes les plus radicaux.

Comme en Irak, toute nouvelle intervention d'anciennes puissances coloniales ou impériales semble ainsi contribuer à la mise en place temporaire d'un fragile édifice sans pour autant être en mesure de jeter les fondations d'un État solide et autonome. Ce qui fournit le socle pour de futurs chocs politiques... et de futures interventions.

L'Europe perd la main

C'est bien sûr avec la crise ukrainienne que l'Europe découvre aujourd'hui, quelques années après la fin des conflits en ex-Yougoslavie, qu'elle est elle-même soumise à des risques politiques croissants, et qui peuvent aussi se traduire par des chocs économiques inattendus.

La dialectique des sanctions et des contre-sanctions entre la Russie, les États-Unis et l'Europe montre que les rouages de l'ordre économique mon-

dial sont aujourd'hui soumis à des forces déstabilisatrices puissantes et de nature nouvelle, qui devraient entraîner anticipations et coordination à une échelle supérieure.

Dans cette dynamique, les États dominants sont beaucoup moins maîtres du jeu qu'ils ne l'étaient il y a encore une dizaine d'années. Ainsi, en soutenant en Ukraine une transition politique sans forte perspective de changement économique et social (autre que la poursuite sans fin de l'austérité et des « réformes structurelles »), et en contribuant à un face-à-face permanent avec la « menace russe », les États-Unis et l'Union européenne ont peut-être contribué à introduire de nouveaux facteurs de déstabilisation au sein même de l'espace continental. En Hongrie, l'évolution récente de Viktor Orbán, devenu de plus en plus critique des vieilles puissances, montre que l'alignement apparent des Vingt-huit cache sans doute l'apparition de nouvelles forces centrifuges au sein de l'Union européenne⁶.

Plongée dans une stagnation économique durable, sans ressort autre que la radicalisation impuissante des tenants des « réformes structurelles » et de l'austérité dont chaque succès se paye d'un nouvel affaiblissement collectif, l'Union européenne voit aujourd'hui l'avenir du monde lui échapper, et sa cohésion interne profondément mise à l'épreuve.

Les marchés financiers ont certes été capables de « résilience » après la crise de 2008, mais c'est au prix d'une incertitude encore accrue et de la multiplication des foyers de crises à l'échelle

6. <http://budapestbeacon.com/politics/viktor-orban-era-liberal-democracies/>

planétaire. Dans la mesure où la reprise en cours au niveau mondial n'a pas remis en cause la financiarisation des économies, tout semble indiquer que nous sommes entrés dans un nouveau régime d'instabilité endémique. ■